

PLAN D'ACTION COLLECTIF 2026-2029:

ensemble vers une
alimentation saine,
accessible et solidaire



Initié par:

Isabelle Poulet
Députée de Laporte



Organisé par:



Soutien financier par:



RÉCOLTE

MARCHÉ AGROALIMENTAIRE



PRODUITS
CONGELÉS

OUVREZ
MOI!

PLEIN
DE
PRODUITS
CONGELÉS

PRODUITS
FRAIS

Section
Boulangerie

Nous sommes
un local ouvert
tout au long de la



RÉCOLTE

MARCHÉ AGROALIMENTAIRE



Table des matières

ÉTAT DES LIEUX	3
MISSION ET PRINCIPES DIRECTEURS	4
GOUVERNANCE	4
MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION	5
QUATRE AXES D'ACTION	7
AXE 1 - APPROVISIONNEMENT	8
AXE 2 - FINANCEMENT	9
AXE 3 - COMMERCIALISATION	10
AXE 4 - MUTUALISATION	11
CONCLUSION	12
ANNEXES	13

MISSION ET PRINCIPES DIRECTEURS

Mission du PLAT

Le plan d'action vise à mettre en place un *Pôle logistique alimentaire territorial (PLAT)** capable de renforcer la résilience alimentaire en Montérégie, grâce à la *mutualisation** des ressources, au développement d'une *chaîne d'approvisionnement alternative** et au soutien aux organisations engagées dans une alimentation solidaire, c'est-à-dire favorisant à la fois l'accessibilité équitable aux aliments sains et la pérennité des producteurs locaux.

Principes directeurs

Les principes directeurs du plan d'action servent de boussole pour l'ensemble des partenaires. Ils expriment les valeurs qui guident la mise en œuvre du PLAT et assurent la cohérence entre les différentes actions. Au-delà des projets spécifiques, ils rappellent notre volonté commune de renforcer la résilience alimentaire, de favoriser la coopération et de placer l'accessibilité et la durabilité au cœur de nos choix collectifs.

- Prioriser l'approvisionnement local et solidaire
- Renforcer la résilience des producteurs locaux
- Mutualiser les ressources pour maximiser l'impact
- Réduire le gaspillage et valoriser les surplus
- Agir dans une gouvernance collaborative et transparente
- Contribuer à la transition sociale et écologique

GOVERNANCE

La mise en œuvre du plan d'action sera assurée par le comité de pilotage. Il veillera à ce que les décisions respectent les principes directeurs et soutiendra le travail de sous-comités formés autour d'une ou de plusieurs actions. Ces sous-comités rassembleront des partenaires dont l'expertise, le rôle ou la complémentarité avec d'autres initiatives contribueront directement à la réalisation des actions. Ils offriront ainsi une porte d'entrée à tous les acteurs qui souhaitent s'impliquer sur le territoire et contribuer concrètement au déploiement du plan.

* Défini dans le glossaire (voir annexe)

MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION

Comité de pilotage : mandat et composition

Rappelons le mandat du comité de pilotage: rédiger le plan, en superviser la mise en œuvre et agir comme relais entre les secteurs représentés. Constitué pour deux ans (renouvelable), il prend ses décisions par consensus et s'appuie sur l'engagement actif de ses membres, chacun représentant son secteur auprès du comité et de ses parties prenantes.

Membres du comité de pilotage

- Représentants nommés par leurs secteurs d'activités
 - Annick Fortin – La Récolte — Marché Agroalimentaire (Épicerie solidaire, Montérégie-Est)
 - Julien Levac Joubert – L'Association des producteurs maraîchers du Québec - APMQ (Gestionnaire des communications et relations publiques, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)
 - Chantal Vanier – La Moisson Maskoutaine (Hub alimentaire, Montérégie-Est)
 - Katryne Delisle – L'Atelier Paysan (Agriculture urbaine, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent)
 - Laurie Pagé – Entre l'assiette et nous (Transformation alimentaire, Montérégie-Est)
 - Lysa Villeneuve – La Bouffe du Carrefour (Atelier et cuisine collective, Agglomération de Longueuil)
 - Mary Claire Mac Leod – L'Entraide Chez Nous (Banque et épicerie solidaire, Agglomération de Longueuil)
 - Mario Pépin – Améllys (Gestion de cuisine publique, Agglomération de Longueuil)
- Représentants partenaires agricoles ou d'accompagnement
 - Juliette Rochman – MRC Beauharnois-Salaberry (Développement territorial, Montérégie-Ouest)
 - Stéphane Bisailon – UPA Montérégie (Développement agricole, Montérégie-Est)
 - Melody Tim Yen – Le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (Développement durable, Agglo de Longueuil)
- Représentants de la finance solidaire
 - Anne-Marie Brunet – Table de solidarité alimentaire (Concertation alimentaire, Montérégie-Est)
 - Maude St-Hilaire – Stratégie bioalimentaire Montérégie (Développement territorial, Montérégie-Est)
- Représentante citoyenne
 - Marie-Noël Duhaime – Citoyenne bénévole (Agglomération de Longueuil)
- Représentant diversité territoriale ou juridique
 - Éric Duchemin – AULAB – Laboratoire d'agriculture urbaine (Recherche, hors territoire)
- Coordination du comité (non-votants)
 - David Miljour – Pôle Agglo (Agglomération de Longueuil)
 - Valérie Naud – Pôle Agglo (Agglomération de Longueuil)
- Observateurs
 - Isabelle Poulet – Députée de Laporte à l'Assemblée nationale (Agglomération de Longueuil)
 - Lysanne Croteau – PECSEM (Pôle régional d'économie sociale, Montérégie-Est)
 - Olivier Doyle – VHSL (Pôle régional d'économie sociale, Montérégie-Ouest)

Étapes de conception du plan et critères de priorisation

Entre janvier et septembre 2025, le comité de pilotage s'est réuni à six reprises afin de concevoir le plan d'action. Les travaux ont allié discussions stratégiques, ateliers animés et sondages auprès des membres, permettant de passer progressivement de plus de 200 propositions issues du Sommet à un ensemble d'actions prioritaires.

Un premier sondage a permis d'analyser les pistes d'action suggérées lors du Sommet. Certaines ont été regroupées lorsqu'elles relevaient d'une même démarche. D'autres ont été écartées, si elles ne constituaient pas des actions à proprement parler, et reprises sous différentes formes afin de nourrir l'ensemble du plan. Une analyse assistée par intelligence artificielle a également permis de comptabiliser les occurrences des actions dans les notes des ateliers, afin d'éclairer le comité sur les thèmes les plus récurrents.

Sur cette base, le comité a priorisé les actions en s'appuyant sur trois critères :

- leur potentiel d'impact,
- leur facilité de déploiement,
- leur niveau de priorité pour les acteurs du milieu.

Un deuxième sondage a ensuite invité les membres à se prononcer sur les indicateurs pertinents pour mesurer la réussite de chaque action, ainsi que sur la priorisation des actions au sein de chaque axe.

La diversité des secteurs représentés au comité, l'ancrage du plan dans les propositions issues du Sommet et le recours à des outils de validation participatifs et transparents assurent la légitimité du processus. Ce plan reflète ainsi une vision collective et partagée du milieu alimentaire en Montérégie.



QUATRE AXES D'ACTION

- 1 **Approvisionnement**
- 2 **Financement**
- 3 **Commercialisation**
- 4 **Mutualisation**

OBJET APPROVISIONNEMENT

CONSTAT PRIORITAIRE

Difficulté d'accès à des aliments locaux abordables en raison de la baisse des denrées, de la hausse des coûts, d'un trop petit pouvoir d'achat, de la saisonnalité de l'offre locale, ainsi que d'une logistique d'approvisionnement complexe.

SYSTÈME

Acteurs du milieu alimentaire, producteurs locaux, distributeurs, organismes de soutien, partenaires institutionnels et logistiques.

FACTEUR

L'absence d'une chaîne d'approvisionnement collective et adaptée limite l'accès aux produits locaux et crée des inégalités dans la distribution.

OBJECTIF

Travailler collectivement à l'élaboration d'une nouvelle chaîne d'approvisionnement alternative afin de répondre adéquatement aux besoins des acteurs du milieu, au bénéfice des communautés.

Clientèles ciblées	Actions globales	Actions spécifiques	Partenaires visés	Indicateurs
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines collectives Dépannage Épiceries solidaires Traiteurs solidaires Cuisine de transformation 	<p>Achats d'aliments</p> <p>Regrouper les achats alimentaires des EÉS et organismes communautaires pour bénéficier d'économies d'échelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> Cartographier les besoins d'approvisionnement Créer un comité d'achats regroupés Négocier des ententes avec des distributeurs et producteurs locaux Mettre en place un système de commande mutualisée 	<ul style="list-style-type: none"> Association des Maraîchers Conditionneurs Détenteur d'entrepôts Distributeurs Stratégie bioalimentaire Montérégie (SBM) Banques alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> Écart de prix moyen observés avant/après regroupement (économies réalisées) Nombre d'organisations participantes aux achats groupés Quantité d'aliments achetés (kg ou tonnes)
<ul style="list-style-type: none"> Producteurs agricoles locaux 	<p>Achats et gaspillage</p> <p>Acheter, à prix social, les aliments mal étiquetés, les produits déclassés et les matières valorisables</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les sources potentielles de produits déclassés Négocier des ententes d'approvisionnement à prix social Mettre en place une logistique de collecte et d'entreposage Développer un mécanisme de redistribution vers les organismes 	<ul style="list-style-type: none"> Associations des Maraîchers Association de producteurs CRE Montérégie UPA Montérégie SBM (projet Sains & Saufs) 	<ul style="list-style-type: none"> Quantité d'aliments récupérés (kg ou tonnes) Nombre de nouveaux partenariats logistiques établis (producteurs, distributeurs, entrepôts, etc.) Satisfaction des organismes bénéficiaires concernant la variété, la qualité et l'accessibilité des produits
<ul style="list-style-type: none"> Popotes roulantes Traiteurs solidaires Transformateurs 	<p>Transformation / Gaspillage</p> <p>Valoriser les invendus et aliments moches par la transformation, afin de limiter le gaspillage et d'augmenter l'offre adaptée aux cuisines</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sélectionner les invendus adaptés à la transformation Développer des partenariats de transformation Mettre en place une logistique de collecte et de livraison Distribuer les produits transformés aux organisations 	<ul style="list-style-type: none"> Cuisines industrielles Développement économique Canada (DEC) MAPAQ Restaurateurs CREM 	<ul style="list-style-type: none"> Quantité d'aliments invendus/moches transformés (kg ou tonne) Nombre d'organisations ou de cuisines approvisionnées grâce aux produits transformés Satisfaction des utilisateurs (organismes/cuisines) sur la qualité et l'utilisabilité des produits transformés

Initiatives complémentaires

Certaines initiatives, bien que hors du plan d'action, contribuent aussi à l'accès aux aliments sains. Le comité de pilotage souhaite soutenir le développement de projets d'agriculture urbaine, de fermes urbaines sociales et de jardins collectifs pour renforcer l'approvisionnement aux organismes, ainsi que l'augmentation du glanage agricole et urbain pour les approvisionner.

OBJET FINANCEMENT

CONSTAT PRIORITAIRE Précarité financière des organisations due à diverses sources de financement mal adaptées.

SYSTÈME Organisations alimentaires collectives, bailleurs de fonds publics et privés, partenaires financiers, organismes de soutien, acteurs gouvernementaux et communautaires.

FACTEUR Le financement actuel est fragmenté, difficilement prévisible et ne tient pas compte des besoins structurants du milieu, ce qui fragilise les initiatives collectives.

OBJECTIF Favoriser une diversification du financement par le regroupement de plusieurs acteurs du milieu et le développement de nouveaux partenariats structurants

Clientèles ciblées	Actions globales	Actions spécifiques	Partenaires visés	Indicateurs
<ul style="list-style-type: none"> Cuisines solidaires Épiceries solidaires Pôles logistiques Producteurs agricoles 	<p>Programmes Explorer et mobiliser des sources de financement pour soutenir les acquisitions collectives facilitant la mutualisation logistique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les besoins en équipements ou en infrastructures qui sont non répondus par ce qui existe déjà Cartographier les programmes et fonds existants Identifier les partenaires financiers actifs Élaborer un montage financier type Accompagner les groupes porteurs Établir des ententes avec des bailleurs de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> MAPAQ RISQ SBM UPA Montérégie 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets d'acquisition d'organismes communautaires et d'EÉS financés (serres, équipements logistiques, espaces collectifs, etc.) Taux de concrétisation des projets d'acquisition grâce au financement mobilisé
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines solidaires Épiceries solidaires Transformateurs 	<p>Programmes Créer un programme de financement structurant pour soutenir la main-d'œuvre dans les organisations en alimentation solidaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins en main-d'œuvre Définir les critères du programme Identifier et mobiliser des sources de financement Mettre en place un mécanisme de gestion transparent Soutenir l'embauche et l'intégration Assurer la continuité du financement 	<ul style="list-style-type: none"> L'Ampli Programmes nationaux RISQ 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de la capacité opérationnelle des organisations financées Taux de maintien en poste des personnes embauchées grâce au programme
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Organismes communautaires 	<p>Modèle financier EÉS Approcher, de façon partenariale, les instances responsables du PSOC afin de favoriser le développement de revenus autonomes, sans pénaliser les EÉS</p>	<ul style="list-style-type: none"> Documenter les impacts actuels du PSOC Analyser des modèles alternatifs Mobiliser les organisations concernées Élaborer des recommandations claires Mener des actions de représentation 	<ul style="list-style-type: none"> 3 CISSS DSP Députés-es Ministères Chantier de l'économie sociale TISS 	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des organisations déclarant une meilleure marge de manoeuvre financière Nombre d'organisations ayant pu conserver ou acquérir leur financement malgré le développement d'un volet marchand
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Organismes communautaires 	<p>Gouvernance Sensibiliser les bailleurs de fonds à la situation terrain dans le but de: - suggérer des modifications de critères d'admissibilité aux différents programmes de financement pour les OBNL impliqués en alimentation - permettre la participation paritaire des OBNL dans les décisions</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les critères actuels des programmes Identifier les freins pour les organismes Mobiliser les organismes concernés Élaborer des propositions d'harmonisation Solliciter la participation paritaire 	<ul style="list-style-type: none"> Députés-es Ministère de la Solidarité Santé publique TCRM 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de financement ayant adopté des critères d'admissibilité harmonisés Nombre d'organismes auparavant inadmissibles devenus admissibles Nombre de programmes ayant prolongé la durée de leurs soutiens financiers

OBJET COMMERCIALISATION

CONSTAT PRIORITAIRE

Faible reconnaissance des entreprises collectives, accès limité aux marchés et difficulté à rejoindre diverses clientèles.

SYSTÈME

Entreprises collectives alimentaires, réseaux de distribution, marchés publics et privés, partenaires institutionnels, organismes de promotion, consommateurs.

FACTEUR

Le manque de visibilité et l'absence d'une stratégie collective de mise en marché limitent l'expansion économique et la diversification des revenus.

OBJECTIF

Faire reconnaître l'excellence des entreprises par la commercialisation et développer une posture entrepreneuriale permettant également une croissance économique et une diversification du financement.

Clientèles ciblées	Actions globales	Actions spécifiques	Partenaires visés	Indicateurs
<ul style="list-style-type: none"> Cuisines collectives Épiceries solidaires Jardins collectifs Marchés fermiers Producteurs agricoles 	<p>Partenariats Développer des partenariats avec les municipalités, organismes publics et entreprises pour faciliter l'approvisionnement et la promotion des initiatives d'alimentation solidaire et de production alimentaire locale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les partenaires potentiels Négocier la mise à disposition de points de distribution Mettre en valeur les produits et services locaux Formaliser les partenariats établis 	<ul style="list-style-type: none"> MRC Municipalités SBM TCRM Villes UPA Montérégie 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de points de distribution/vitrines mises à disposition pour des produits/services d'EÉS/OBNL locaux Nombre d'EÉS/OBNL ayant bénéficié d'une visibilité accrue via ces partenariats Nombre de partenariats formalisés (municipalités, organismes publics, entreprises)
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Organismes communautaires 	<p>Soutien aux entreprises Améliorer les pratiques commerciales et entrepreneuriales des entreprises d'économie sociale actives en alimentation solidaire et en production alimentaire locale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les besoins en compétences commerciales Offrir des formations adaptées Développer un accompagnement personnalisé Favoriser le partage d'expériences entre pairs Soutenir la diversification des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> Développeurs économiques MRC Pôles d'économie sociale 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations ayant amélioré leur marge bénéficiaire ou atteint leur seuil de rentabilité Proportion des EÉS ayant diversifié leurs sources de revenus après accompagnement (ex: ventes, contrats, nouveaux produits, etc.)
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Producteurs agricoles 	<p>Promotion spécifique et reconnaissance Promouvoir les produits et services des entreprises d'économie sociale actives en alimentation solidaire et en production alimentaire locale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Définir les publics cibles prioritaires Développer des campagnes de communication collectives Utiliser des canaux variés pour rejoindre les publics Créer des outils promotionnels partagés 	<ul style="list-style-type: none"> Développeurs économiques MRC Pôles d'économie sociale La Montérégie, le Garde-Manger du Québec 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de publics cibles atteints (aînés, producteurs, grand public, élus, etc.) Nombre de produits ou services d'EÉS mis en valeur dans les campagnes
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Producteurs agricoles 	<p>Partenariats Favoriser le développement et la consolidation des relations entre les différents acteurs du territoire au niveau alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des activités de réseautage ciblées Créer des espaces de collaboration inter-organisations / Utiliser les espaces existants, le cas échéant Encourager des initiatives conjointes Valoriser les collaborations réussies 	<ul style="list-style-type: none"> Associations de producteurs et UPA Montérégie MRC Pôles d'économie sociale SBM 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de collaborations concrètes (projets, initiatives, échanges) issues de ces relations Nombre d'événements et nombre de participants Nombre de nouveaux maillages produits lors des activités
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Organismes communautaires 	<p>Accessibilité Augmenter le nombre d'entreprises d'économie sociale actives en alimentation solidaire et en production alimentaire locale proposant la tarification sociale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les besoins des organisations en matière de modèles inclusifs Cartographier les entreprises d'économie sociale usant de la tarification sociale Offrir des formations spécialisées sur les modèles de commercialisation inclusifs Développer un accompagnement sur mesure Mettre en commun des expériences inspirantes 	<ul style="list-style-type: none"> Pôles d'économie sociale TISS 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations ayant modifié leur stratégie tarifaire à la suite d'une formation ou d'un accompagnement Nombre d'équipes formées à la tarification sociale

OBJET MUTUALISATION

CONSTAT PRIORITAIRE

Faible coordination et manque d'outils pour mutualiser les ressources matérielles, logistiques, humaines et physiques, entraînant des inefficiences.

SYSTÈME

Organismes alimentaires collectifs, producteurs, transformateurs, distributeurs, partenaires logistiques, organismes de soutien et institutions locales.

FACTEUR

L'absence de mécanismes partagés et structurés empêche d'optimiser l'utilisation des ressources existantes et de répondre efficacement aux besoins communs.

OBJECTIF

Faire émerger un Pôle logistique alimentaire territorial (PLAT) dans le but de coordonner nos efforts, maximiser l'utilisation des ressources existantes et permettre la mutualisation dans bien des sphères tels que la main-d'œuvre, l'approvisionnement et la logistique.

Clientèles ciblées	Actions globales	Actions spécifiques	Partenaires visés	Indicateurs
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines collectives Épiceries solidaires Marchés fermiers Traiteurs solidaires 	<p>Infrastructures</p> <p>Mutualiser des espaces de travail, de transformation ou d'entreposage réfrigéré et congelé à des endroits stratégiques sur le territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les espaces existants disponibles à la mutualisation Analyser les besoins des organisations utilisatrices Négocier des ententes avec les gestionnaires d'espaces Mettre en place ou adapter des espaces mutualisés stratégiques Assurer la gestion collective des espaces Développer des services complémentaires liés aux espaces 	<ul style="list-style-type: none"> CREM Association des producteurs et UPA Montérégie SBM MAPAQ Villes Hubs de la Montérégie Banques alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'espaces mutualisés mis en place ou optimisés Taux d'utilisation des espaces mutualisés Nombre de nouveaux services rendus possible grâce à la mutualisation
<ul style="list-style-type: none"> Entreprises d'économie sociale en alimentaire Organismes communautaires 	<p>Projet structurant</p> <p>Embaucher des ressources dédiées au PLAT</p>	<ul style="list-style-type: none"> Définir les profils de postes prioritaires Identifier les sources de financement disponibles Recruter les ressources nécessaires Déployer les ressources sur le territoire Adapter le rôle des ressources en fonction des besoins évolutifs 	<ul style="list-style-type: none"> Comité de pilotage Programmes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions concrètes ou projets territoriaux rendus possibles ou accélérés grâce à la ressource Niveau de satisfaction des partenaires soutenus Nombre d'organisations soutenues ou accompagnées
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines collectives Épiceries solidaires Marchés fermiers Traiteurs solidaires 	<p>Logistique et transport</p> <p>Implanter une plateforme logistique existante pour mutualiser la vente, l'achat et le transport des produits</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les plateformes logistiques déjà disponibles Évaluer l'adéquation des plateformes recensées avec les besoins du territoire Négocier des conditions d'utilisation pour les organisations locales Accompagner l'intégration des organisations utilisatrices Développer des partenariats logistiques complémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> CREM Dataide Développement économique Canada Plateformes existantes SBM (Sains & Saufs), (projet Mutualisation) 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations qui utilisent la plateforme Nombre de produits locaux vendus ou transportés via la plateforme Poids et diversité des aliments
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines collectives Épiceries solidaires Marchés fermiers Traiteurs solidaires 	<p>Projet structurant</p> <p>S'assurer d'une veille pour l'approvisionnement alimentaire (prévisions de disponibilité, logistique, prix, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les besoins d'information prioritaires des organisations Cartographier les sources d'information existantes Mettre en place un mécanisme de collecte et d'analyse continue Diffuser l'information de manière accessible et régulière Faciliter l'utilisation concrète de la veille par les organisations 	<ul style="list-style-type: none"> Projets, programmes et plateformes existantes 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'organisations ayant utilisé l'information issue de la veille pour ajuster leur approvisionnement ou leurs services Niveau de satisfaction des utilisateurs de la veille
<ul style="list-style-type: none"> Banques alimentaires Cuisines collectives Épiceries solidaires Marchés fermiers Traiteurs solidaires 	<p>Ressources humaines</p> <p>Faciliter le recrutement et la rétention de la main-d'œuvre dans les entreprises en sécurité alimentaires et EÉS du secteur agroalimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins en main-d'œuvre des organisations Développer un système de mise en commun de la main-d'œuvre Établir des ententes de collaboration entre organisations Offrir du soutien à l'intégration et à la rétention Promouvoir les opportunités auprès des candidats Arrimer le système aux mesures de financement disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> CSMO-ESAC Pôle d'économie sociale TIESS DEL 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du taux de rétention dans les organisations participantes Nombre de services maintenus ou créés grâce à l'apport de main-d'œuvre mutualisée Nombre d'organisations ayant utilisé le système

CONCLUSION

Ce plan d'action est le résultat d'un travail collectif rigoureux, mené par des dizaines de représentants d'organismes issus de tous les horizons du milieu alimentaire en Montérégie. Il traduit des besoins exprimés sur le terrain, des constats partagés et une volonté commune d'agir autrement.

Son adoption représente un engagement envers la collaboration, la résilience et la solidarité. Il offre des moyens concrets pour mieux soutenir les producteurs locaux, faciliter l'accès à une alimentation saine et abordable, optimiser les ressources logistiques, réduire le gaspillage et renforcer notre autonomie collective.

Ce plan n'est pas figé : il se veut évolutif et adaptable aux réalités changeantes du territoire. Sa mise en œuvre reposera sur la mobilisation volontaire de sous-comités, où chaque organisation pourra contribuer selon son expertise et ses priorités.

En l'appuyant, vous contribuez à consolider une démarche rassembleuse et nécessaire. Ensemble, nous avons l'occasion de bâtir un système alimentaire plus juste, plus durable et plus solidaire pour l'ensemble des communautés de la Montérégie.

Glossaire des termes

- **Pôle logistique alimentaire territorial (PLAT)** : structure collective de concertation et d'action visant à optimiser la circulation, l'entreposage et la distribution des aliments locaux, en renforçant la résilience alimentaire et en favorisant l'accessibilité équitable.
- **Alimentation solidaire** : approche qui vise à assurer un accès digne et équitable à une alimentation locale, saine et durable pour tous et toutes, tout en garantissant des conditions viables et justes pour les producteurs et entreprises d'économie sociale qui la rendent possible.
- **Chaîne d'approvisionnement alternative** : circuit collectif et territorial qui complète les réseaux agroalimentaires traditionnels. Elle met de l'avant les produits locaux, soutient les producteurs et organisations du milieu, favorise la mutualisation des ressources logistiques et vise l'accessibilité équitable à une alimentation saine et durable.
- **Mutualisation** : mise en commun volontaire de ressources matérielles, humaines ou organisationnelles entre différents acteurs du milieu, afin d'optimiser leur utilisation, réduire les coûts et accroître l'impact collectif.
- **Posture entrepreneuriale** : capacité des entreprises d'économie sociale à développer des stratégies de commercialisation, de gestion et de financement qui assurent leur viabilité économique, tout en respectant leur mission sociale et collective (voir axe Commercialisation).
- **Constat prioritaire** : problème majeur ou défi collectif identifié dans le système alimentaire. Il met en évidence les enjeux à surmonter et oriente les actions à développer.
- **Système** : ensemble des acteurs du milieu alimentaire concernés par un objet d'analyse donné (producteurs, distributeurs, organismes de soutien, partenaires institutionnels, etc.), qui interagissent dans une même dynamique territoriale.
- **Facteur** : élément qui contribue à expliquer ou à accentuer le constat prioritaire. Il permet de comprendre les causes sous-jacentes d'une difficulté.
- **Objectif** : intention commune formulée pour répondre au constat prioritaire. Il précise la visée collective et guide la mise en œuvre des actions du plan.

ANNEXES (SUITE)

Lexique

- **CISSS**: Centre intégré de Santé et de Services Sociaux
- **CREM**: Conseil Régional de l'Environnement de la Montérégie
- **DEC**: Développement Économique Canada
- **DSP**: Direction de la Santé Publique
- **MAPAQ**: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- **MRC**: Municipalité Régionale de Comté
- **RISQ**: Réseau d'Investissement Social du Québec
- **SBM**: Stratégie Bioalimentaire Montérégie
- **TCRM**: Table de Concertation Régionale de la Montérégie
- **TISS**: Territoires innovants en Économie sociale et Solidaire
- **TIR-SHV**: Table Intersectorielle Régionale en Saines Habitudes de Vie
- **UPA**: Union des Producteurs Agricoles

Documents de référence

- Rapport du Sommet alimentaire [Consulter le rapport](#)

